



# LETTRES PATENTES DU ROI,

*Sur le Décret de l'Assemblée Nationale, du 15 Août  
1790, relatif au payement des Arrérages de la  
Dette publique.*

Données à Saint-Cloud le 1.<sup>er</sup> Septembre 1790.

LOUIS, par la grâce de Dieu, & par la Loi  
constitutionnelle de l'État, ROI DES FRANÇOIS:  
A tous ceux qui ces présentes Lettres verront;  
SALUT. L'Assemblée Nationale a décrété le 15 août  
1790, & Nous voulons & ordonnons ce qui suit :

## ARTICLE PREMIER.

A compter des arrérages échus au 1.<sup>er</sup> juillet 1790,

A

les Payeurs des rentes de l'Hôtel-de-ville, acquitteront les rentes dues ci-devant par le Clergé, les rentes connues sous le nom d'*ancien Clergé*, & les charges assignées sur les Fermes générales.

## I I.

A compter des arrérages échus au 1.<sup>er</sup> juillet 1791, ils acquitteront pareillement les rentes dues par les ci-devant pays d'États, pour notre compte.

## I I I.

LES Trésoriers & Payeurs des objets ci-dessus énoncés, seront tenus de remettre incessamment auxdits Payeurs des rentes, un état certifié d'eux de toutes les parties dont ils étoient chargés, contenant les immatricules & l'énonciation des saisies & oppositions faites en leurs mains, lesquelles tiendront ès mains des Payeurs pour les parties qui leur seront respectivement distribuées.

## I V.

LES Trésoriers & Payeurs des rentes de l'ancien & nouveau Clergé, les Trésoriers des pays d'États, le Payeur des charges assignées sur la Ferme générale, joindront à ces états celui des débits & parties non réclamées, & en verseront le montant au Trésor public, nonobstant toutes saisies & oppositions.

## V.

LES parties non réclamées seront remplacées à mesure qu'elles seront demandées, & il en sera fait fonds aux Payeurs des rentes, de la même manière que pour les arrérages ordinaires.



## V I.

LES finances des Trésoriers & Payeurs des rentes & charges qui , en vertu des articles précédens , seront provisoirement acquittées par les Payeurs des rentes , ainsi que celles de leurs Contrôleurs , seront liquidées & remboursées après l'apurement de leurs comptes.

## V I I.

LES Propriétaires de rentes constituées sur le Clergé ou sur les pays d'États , pour notre compte , lesquels étoient ci-devant payés de leurs arrérages dans les provinces , pourront , s'ils le préfèrent , être encore payés dans les Districts où ils sont domiciliés.

## V I I I.

P O U R cet effet , ils seront tenus , 1.<sup>o</sup> de remettre au Payeur des rentes , auquel leurs parties seront distribuées , une expédition en forme de leurs contrats , s'ils sont nouveaux propriétaires , & une déclaration du District dans lequel ils demanderont à être payés ; 2.<sup>o</sup> de faire passer tous les six mois & tous les ans , à leur choix , auxdits Payeurs les quittances des six mois ou de l'année d'arrérages échus , pour être par eux vérifiées.

## I X.

LESDITES quittances vérifiées resteront aux mains des Payeurs ; lesquels remettront en échange un certificat des quittances fournies , & au bas une rescription du montant de la somme sur le Trésorier du District.

## X.

LADITE rescription visée au Trésor public , sera délivrée

aux Parties prenantes ou à leurs représentans , payée par le Trésorier sur lequel elle sera tirée , sur la représentation du contrat, reçue ensuite pour comptant au Trésor public , & là échangée contre un récépissé du Payeur des rentes qui l'aura tirée.

#### X I.

LES saisies & oppositions sur lefdites rentes , seront faites entre les mains du Payeur auquel elles seront distribuées.

#### X I I.

LES rentes dues à des Archevêchés , Évêchés , Abbayes , Chapitres , Communautés religieuses , Cures & Bénéfices , autres que celles qui seront affectées à des fondations ou qui appartiennent à des Communautés religieuses , soit sur le Clergé , soit sur les pays d'États , pour notre compte , soit sur les Caisses publiques , seront éteintes , à compter du 1.<sup>er</sup> janvier 1790 , & rejetées de tous les payemens.

#### X I I I.

IL sera dressé un état des rentes dues sur les diverses Caisses ci-dessus à des Fabriques , à des Hôpitaux , aux pauvres des paroisses , à des Écoles & Colléges , autres que ceux qui sont situés dans le département de Paris.

#### X I V.

LEDIT état sera vérifié sur la représentation des états qui ont été fournis aux mains des Trésoriers & Payeurs.

#### X V.

APRÈS ladite vérification , il sera dressé un état particulier



pour chaque Département, des rentes dues aux établissemens qui y sont situés.

X V I.

LES Directoires de Département assigneront à chacun de ces établissemens, le payement des arrérages qui leur seront dus, sur le Trésorier du District auquel ils appartiennent.

X V I I.

L'ÉTAT de cette distribution sera remis par les Directoires de Département au Ministre des finances, qui, après avoir fait vérifier les états particuliers sur l'état général des rentes dues aux divers établissemens, & l'avoir fait arrêter au Conseil, le fera déposer au Trésor public.

X V I I I.

CES formalités une fois remplies, les quittances des fondés de pouvoirs desdits établissemens, visées par les Directoires de Districts, seront reçues pour comptant au Trésor public, en déduction des impositions.

X I X.

LES registres tenus jusqu'ici à l'hôtel-de-ville de Paris, pour l'enregistrement des contrats, seront remis au dépôt du Bureau du contrôle des rentes.

X X.

ILS continueront d'y être tenus, & nulle partie de rente ne sera distribuée à un Payeur, qu'elle n'ait été enregistrée.

X X I.

DANS l'enregistrement, il sera fait mention si c'est une rente nouvelle ou une reconstitution.

Si c'est une reconstitution, il sera fait mention de la rente ancienne qui aura été éteinte & remplacée par la nouvelle.

#### X X I I.

IL sera nommé à chaque Législature, trois Commissaires pour constater l'état de ces registres, & en faire leur rapport à l'Assemblée.

#### X X I I I.

DANS le délai de deux mois, il sera dressé & arrêté en notre Conseil, un état général de tous les remplacements demandés, & restant encore à faire pour les années antérieures à 1771, des rentes sur les tailles & intérêts d'offices supprimés, qui étoient payés jusques & compris 1772, par les Receveurs généraux.

#### X X I V.

VOULONS que cet état soit communiqué au Comité de liquidation; & après le compte par lui rendu à l'Assemblée Nationale, il sera remis au Bureau du contrôle des rentes, pour en suivre & faire exécuter le paiement en la forme qui a eu lieu jusqu'à présent.

#### X X V.

PAREIL état sera dressé dans le même délai de deux mois, pour les remplacements demandés & non encore consommés, des gages, augmentations de gages, taxations héréditaires, payés avant 1773, par les Receveurs généraux, pour les années antérieures à ladite époque.

#### X X V I.

VOULONS que ledit état soit pareillement communiqué



au Comité de liquidation ; & après le rapport par lui fait à l'Assemblée Nationale, remis au Trésor public, pour être le payement continué en la forme & dans le délai accoutumés.

## X X V I I.

LES boîtes des Payeurs des rentes, destinées à recevoir les quittances, seront toutes réunies dans le lieu même destiné au payement.

MANDONS & ordonnons à tous les Tribunaux, Corps administratifs & Municipalités, que les présentes ils fassent transcrire sur leurs Registres, lire, publier & afficher dans leurs ressorts & Départemens respectifs, & exécuter comme Loi du royaume. En foi de quoi Nous avons signé & fait contresigner cesdites présentes, auxquelles Nous avons fait apposer le Sceau de l'État. A Saint-Cloud, le premier jour du mois de septembre, l'an de grâce mil sept cent quatre-vingt-dix, & de notre règne le dix-septième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le Roi, LA TOUR-DU-PIN. Vu au Conseil, LAMBERT. Et scellées du Sceau de l'État.

三、四、五、六